

# L'élevage paysan, c'est la vie !

Viande cancérigène, animaux maltraités, élevages « climaticides », systèmes en crise économique... Les titres simplistes et anxiogènes abondent dans les médias ! Parallèlement, de plus en plus de fermes-usines voient le jour sans que les pouvoirs publics ne lèvent le petit doigt pour l'empêcher. L'élevage est attaqué, pris entre deux fronts, deux extrêmes que sont l'industrialisation des productions animales et les mouvements anti-élevage. Face à cela, la Confédération paysanne ré-affirme haut et fort que l'agriculture paysanne est une solution d'avenir pour les paysan.ne.s et pour la société.

À l'heure où nombre d'entre nous subissent de plein fouet la violence et les dégâts d'un système capitaliste mondialisé, alors que nous faisons la preuve qu'il y a des systèmes résilients et résistants, trois milliards d'euros viennent encore irriguer un mode d'élevage qui nous mène droit dans le mur<sup>(1)</sup>. Il est grand temps que nos dirigeants se libèrent des lobbies industriels et prennent en compte l'intérêt général ! Pour l'éleveur ou l'éleveuse, au sens paysan du terme, l'animal n'est pas « un moyen de production ». Il est au centre de sa vie. Il y a là un lien mutuel ancestral d'interdépendance et de respect. L'élevage paysan est un cercle vertueux pour

la terre et pour ses habitant.e.s. Le fumier qui en est issu permet la fertilisation des sols, évitant ainsi l'usage d'intrants chimiques. Le fruit de l'élevage, qui va nourrir la population, est l'objet d'une attention particulière ; il est ce qui fait notre fierté et nous fait vivre. Nous connaissons notre responsabilité sur le plaisir de manger et la santé de nos concitoyen.ne.s. La qualité de l'alimentation n'est pas uniquement liée au type d'aliment, mais bien à la façon dont il est produit, végétal ou animal. La Confédération paysanne défend une alimentation équilibrée, de qualité, pour toutes et tous. L'élevage paysan en est pourvoyeur.

Passionné.e.s par leur métier, les éleveuses et éleveurs de la Confédération paysanne ont voulu dans ce dossier témoigner et expliquer en quoi l'élevage paysan est porteur de sens en tant qu'activité essentielle de nos sociétés humaines. Comme l'écrivait en novembre dans *Marianne* le journaliste Périco Legasse : « La vache nourrie à l'herbe est une merveille. Honte aux crétiens qui l'insultent. C'est l'élevage industriel, transformant les animaux en machines à barbaque, qui empoisonne l'humanité et détruit la planète avec le soutien des lobbies. Revenons sur terre ! »

**Annie Sic**, paysanne dans les Alpes-Maritimes, secrétaire nationale de la Confédération paysanne

(1) Trois milliards d'euros sur trois ans, somme annoncée par Manuel Valls début septembre 2015, sous pression de la Fnsea.



# L'élevage au cœur des sociétés humaines et des territoires

## Le rôle économique et social de l'élevage

**L'**élevage en France est primordial en termes d'emploi et de vitalité rurale. D'après une étude publiée en juin 2015, 882 000 personnes ont un emploi dépendant de l'élevage français (soit 3,2 % de l'emploi total en France)<sup>(1)</sup>. Parmi ceux-ci, 312 000 équivalents temps plein sont situés sur les exploitations agricoles et correspondent à la main-d'œuvre dédiée aux ateliers d'élevage (toutes productions confondues, hors équins). Les prairies occupent le plus souvent des zones non cultivables ou peu fertiles : estives, zones humides à l'affleurement des nappes, sols lourds, etc. Sur ces terres où les céréales ne peuvent pas être cultivées, les ruminants peuvent valoriser l'herbe qui

y pousse. Ainsi, l'élevage de vaches, de chevaux, de brebis et de chèvres capables d'exploiter les terrains en pente a traditionnellement permis aux habitant.e.s de développer une activité économique (production de viande et de lait, mais aussi de cuir et de laine), dans des régions difficiles.

L'élevage contribue également à l'attrait touristique des campagnes. L'entretien des prairies, y compris dans des pentes montagneuses peu ou pas accessibles, contribue à la qualité et à la diversité des paysages. Par exemple, les prairies et bocages sur les reliefs doux de la région Auvergne ont été façonnés par les 470 000 vaches et 570 000 brebis qui les pâturent. Dans les zones sèches

du Sud de la France, les troupeaux d'herbivores contribuent à lutter contre les incendies en débroussaillant et en maintenant des étendues dégagées, qui servent de pare-feu. L'hiver, en montagne, ces grandes pelouses d'herbe rase qui ont été pâturées par les animaux l'été, retiennent le manteau neigeux et limitent les risques d'avalanche. Enfin, dans les zones inondables, les prairies, haies et talus absorbent l'eau excédentaire en cas de crue, servant ainsi de zones tampons. ■

Sources : CIV-viande, GIS

(1) « Les emplois liés à l'élevage français », une étude copublée par le GIS (groupement d'intérêt scientifique) Élevage Demain et l'Inra (Institut national de recherche agronomique).



Pour l'éleveur Alain Lafon, les paysan.ne.s contribuent à la lutte contre la déprise rurale.

## Empêcher la déprise rurale

**D**ans la petite commune de Vitrac, au cœur du Cantal, Alain Lafon (photo) vit de sa production laitière depuis 1994. Rejoint par sa femme Colette en 2000, ils passent en bio en 2012 suite aux diverses crises laitières et commercialisent 230 000 litres par an avec Biolait. « Par notre travail, en tant que paysans, on essaie de lutter contre la déprise rurale », explique-t-il. L'entretien des espaces, en particulier de leurs 50 hectares, y concourt. « L'élevage permet le maintien des haies, des petits chemins mais aussi des prairies naturelles dans les zones humides. On fait avec ce que la nature nous donne, avec ses atouts et ses contraintes. »

Alain Lafon se réjouit d'avoir fait le choix d'une agriculture paysanne biologique. « Ça nous permet de dégager des revenus avec des charges réduites. On peut aussi s'impliquer plus dans la vie locale et syndicale. » Longtemps adjoint au maire de la commune, il constate le souci permanent de la municipalité pour maintenir l'école et les petits commerces. « On cherche par exemple à créer des logements pour attirer de nouveaux parents. Ce qui m'a toujours choqué c'est qu'au même moment, l'agriculture au sens large élimine des fermes tous les jours, et par là même des paysannes et paysans. » ■

Propos recueillis par  
Sophie Chapelle

### L'élevage, clé de la fertilité

Depuis l'apparition de la vie sur notre planète bleue, la continuité de cette invention magique n'est assurée que par la disparition et la transformation. Ainsi la chute des feuilles, toison de la canopée des arbres, ou d'autres éléments qui vont se décomposer. Il est indispensable de nourrir le sol pour alimenter les plantes et, à travers les acides humiques et fulviques, reconstruire la phase suivante du temps.

L'élevage tient une place importante dans ce processus, en offrant aux paysan.ne.s les moyens de permettre, année après année, la continuité des cultures. Durant des millénaires, les déjections animales ont apporté l'essentiel des engrais organiques, pierres fondamentales de cette alchimie de la vie. L'activité du sol permet alors la formation de galeries par les vers de terre ou autres nématodes, ainsi que la dissolution de minéraux issus de la roche mère. Dans des régions comme le Languedoc, des troupeaux d'ovins seront maintenus pour amender les vignes, bien au-delà des besoins en viande. Certains villages, aujourd'hui en déshérence, abritent dans la garrigue jusqu'à 50 ruines de bergeries ! Il faudra l'arrivée massive des engrais chimiques vers la fin de la dernière guerre mondiale<sup>(1)</sup>, pour rompre cette chaîne biologique. On peut affirmer que la fin de l'utilisation des engrais organiques par l'émergence des produits chimiques marque le basculement vers une agriculture productiviste et industrielle voulue par la société libérale. La défense d'un élevage à vocation paysanne dans l'utilisation de tous ses composants, dont les déjections, est une exigence pour la continuité de la vie, le maintien des paysan.ne.s dans les territoires, et la qualité des productions de la terre.

Michel Curade, paysan dans l'Aude

(1) Surtout des nitrates, produits par les industries militaires américaines.

## Une petite ferme qui fait vivre du monde

Véronique Léon est paysanne près de Privas, en Ardèche. Elle témoigne que « l'élevage en agriculture paysanne est pourvoyeur d'emplois, bien plus proportionnellement que l'élevage industriel. »

« Quand Gilles s'installe en 1996, il embauche quelqu'un sur un contrat d'un an pour tout construire. Un travail énorme : chèvres, fromagerie, rénovation de la maison, clôtures, etc.

Quatre ans plus tard, je démissionne de mon poste de salariée à la chambre d'agriculture et le rejoins sur la ferme. Depuis le départ, nous adhérons au service de remplacement : une personne vient chez nous en complément d'un autre emploi. En 2013, un groupement d'employeurs voit le jour, permettant d'embaucher deux salariés pour huit fermes. Chez nous, il vient une journée par semaine.

En 20 ans de fonctionnement, avec un troupeau de 50 chèvres et sur une toute petite ferme (34 hectares de landes et parcours, trois hectares de châtaigniers, une trentaine de poules) nous avons créé tous ces emplois.



Véronique Léon et son troupeau de chèvres. La transmission d'ici cinq ans de sa petite ferme d'Ardèche pourrait permettre l'installation de 4 personnes.

Le lait, les châtaignes et une partie des chevreaux sont transformés et vendus localement afin de les valoriser au maximum. Tout ça demande beaucoup de main-d'œuvre.

Trois à cinq stagiaires passent chaque année, et quand certain.e.s s'installent, nous faisons en sorte de les accompagner dans leur parcours<sup>(1)</sup>.

Mais voilà déjà le moment de penser à la transmission. Cinq ans pour préparer au mieux ce « passage ».

On imagine l'installation de quatre personnes : trois pour le troupeau de chèvres et la transformation/vente, un temps plein sur les châtaignes, les poules, les abeilles, et peut-être l'accueil à la ferme où il y a une forte sollicitation.

L'élevage en agriculture paysanne est pourvoyeur d'emplois, bien plus proportionnellement que l'élevage industriel. Et en plus, on y travaille avec plaisir ! » ■

(1) S'ils sont sensibles aux messages de la Confédération paysanne, ils repartent... avec un abonnement à Campagnes solidaires.

## « Quand je me suis installé ici, il n'y avait plus de ferme »

Pierre Denis est éleveur de moutons à Saint-Loup-sur-Aujon, en Haute-Marne. Il a créé une ferme dans un petit village où il n'y avait plus de paysan.

« Nous sommes 140 habitant.e.s sur la commune, dont une quinzaine dans mon « village »<sup>(1)</sup>. Quand je me suis installé ici en 2003, il n'y avait plus de ferme. Mes terres sont pauvres, les hivers rigoureux. Ce qui convient le mieux dans ces conditions est l'élevage de moutons.

Je travaille sur 30 hectares, dont une partie appartient au Conservatoire des sites

de Champagne. D'ici 2017, s'il se réalise, nous serons en plein Parc national des forêts de Champagne et Bourgogne.

J'ai élevé 120 brebis, des suffolk, dont j'ai vendu les dernières il y a un mois. Je les ai remplacées progressivement par des solognotes. Je fais désormais partie du cercle de préservation de cette race qui valorise mieux les feuillages et broussailles de la région. Je leur donne aussi des fruits en période de lutte<sup>(2)</sup>, des poires et pommes d'anciennes variétés locales que j'ai réhabilitées avec l'installation de l'agroforesterie sur la ferme<sup>(3)</sup>. Je vends mes agneaux

et brebis à une coopérative, mais surtout en direct aux particuliers des alentours. L'abattoir est à Chaumont, à 35 kilomètres d'ici.

L'an prochain, avec mon départ en retraite, le troupeau devrait être récupéré par une association afin d'entretenir et valoriser, entre autres les terres du Conservatoire. Nous sommes en contact avec différents acteurs, dont les *Champs des possibles*, une couveuse d'activités agricoles basée en Seine-et-Marne<sup>(4)</sup>. On pourrait ainsi créer une couveuse de moutonniers, pour former et installer de nouveaux paysans et de nouvelles paysannes dans le coin... Avec l'Ardear<sup>(5)</sup>, nous travaillons sur un projet de valorisation de la laine, peut-être avec une association locale d'insertion. Ces projets, comme d'autres portés par des fermes voisines, construisent la vie à venir d'un pays qui s'est beaucoup dépeuplé ces dernières décennies. » ■



Pierre Denis et ses brebis de race solognote, bien adaptées aux terres pauvres car elles mangent et valorisent bien les feuillages et les broussailles.

(1) En 1972, les communes de Courcelles-sur-Aujon et Éri-seul ont fusionné avec Saint-Loup-sur-Aujon.

(2) Période de reproduction.

(3) Pierre Denis a planté 230 arbres dans ses pâtures : fruitiers, sauvages, acacias, alisiers blancs, merisiers, érables...

(4) [www.leschampsdespossibles.fr](http://www.leschampsdespossibles.fr)

(5) Association régionale de développement de l'emploi agricole et rural en Champagne Ardenne : [ardearca@gmail.com](mailto:ardearca@gmail.com)

## L'élevage face à la société

### Quelle place des animaux dans les sociétés humaines ?

**Olivier Bel, éleveur ovin dans les Hautes-Alpes, s'interroge sur la société que nous devons construire pour vivre dignement avec les animaux domestiques.**

**P**our les anthropologues, les animaux ont toujours fait partie des sociétés humaines. Mais aujourd'hui, la domestication et le travail avec les animaux sont perçus comme une aliénation impardonnable. Nous, les humains du XXI<sup>e</sup> siècle, nous devrions « libérer » ces bêtes qui souffrent, cesser d'élever des animaux et de manger de la viande.

Pour les zootechniciens, les animaux d'élevage ne seraient « que » des machines sensibles.

Et il y a nous, éleveuses et éleveurs paysans qui vivons et travaillons avec nos animaux.

Dans notre rapport à la vie, il y a le travail avec nos vaches, nos chèvres, nos moutons, nos chevaux, avec son lot de plaisirs, partagés ou pas. De la naissance à la mort, le troupeau suit l'éleveur ou l'éleveuse parce qu'il y a un lien, qui n'est pas que celui du ventre mais bien un partenariat de vie.

10 000 ans d'histoire commune ne s'effacent pas facilement. Aujourd'hui, l'enjeu est majeur et il y a urgence à différencier les usines de productions animales et les élevages paysans... tant qu'il en reste !

Tout oppose l'élevage paysan de la production industrielle de lait ou de viande. En élevage paysan, nous sommes autonomes : autonomes quant à la façon de nourrir les animaux, de les soigner, de les accompagner tout au long de leur vie. L'élevage est pensé de façon globale, associant le végétal (céréales, herbe...) et l'animal. Celui-ci apporte la matière organique, valorise l'herbe et produit lait et viande. Pour



Olivier Bel : « De la naissance à la mort, le troupeau suit l'éleveur ou l'éleveuse parce qu'il y a un lien, qui n'est pas que celui du ventre mais bien un partenariat de vie. »

nous, nos animaux ne sont pas des machines vivantes, nos fermes ne sont pas des usines.

C'est le temps du choix ! Il est possible de fabriquer de la viande *in vitro* et d'imaginer qu'ainsi l'humanité aura mis fin à la souffrance des animaux-machines... Il est possible de devenir végétariens, ou même vegans<sup>(1)</sup>, pour mettre fin à la production industrielle de viande. Mais n'est-il pas plutôt temps de se demander quelle société nous devons construire pour vivre dignement avec les animaux domestiques avec lesquels nous avons une histoire commune ?

L'élevage paysan répond à cet enjeu. Il est possible de produire une alimentation de qualité pour toutes et tous et de vivre de notre métier avec les animaux dignement.

Jocelyne Porcher<sup>(2)</sup> rappelle que « nous et les animaux domestiques ne faisons qu'un pour le capitalisme industriel et financier. Nous ne sortirons pas les animaux domestiques de leurs conditions de bêtes de somme sans nous sortir nous-mêmes de la nôtre ». Notre destin est lié à celui des animaux domestiques. La manière dont on les traite dans ces marchés libéralisés et mondialisés est le miroir de la manière dont on considère les êtres humains quant à leurs droits sociaux dans cette mise en concurrence des peuples du monde. ■

(1) Le véganisme est un mode de vie consistant à ne consommer aucun produit issu des animaux, ni pour se nourrir (viande, lait...), ni pour se vêtir (cuir, laine, fourrure...), ni pour tout autre but.

(2) Cf. p. V.

## Productions industrielles

### « On bafoue totalement le bien-être du poulet et du producteur »

**Christian Drouin, éleveur, est sorti du système industriel pour aller vers des poulets certifiés. Il revient sur ce qui distingue ces deux modes d'élevage au quotidien.**

**J**usqu'en 1996, l'exploitation de Christian Drouin, éleveur installé en Vendée, était spécialisée en viande bovine. Mais la crise de la vache folle et l'effondrement des cours l'obligent à un revenu complé-

mentaire. Il penche pour la volaille en label ou en bio. La coopérative l'oriente plutôt vers de la volaille certifiée abattue au bout de 56 jours (contre 28 jours en industriel et 80 jours en label). « Ça me plaisait plutôt bien comme solution intermédiaire. » Mais sa coopérative l'incite finalement à se tourner vers de la volaille industrielle. « Ils ont fait pression sur moi en m'expliquant que je rentabiliserais plus vite mon équipement. »

Il finit par accepter. Nous sommes en août 1997. Rapidement, c'est le désenchantement. « Je n'imaginai pas qu'on pouvait être à un tel degré d'intensification et d'industrialisation d'une production. Ni tout ce que ça engendrait en problèmes sanitaires, avec des animaux qui ne tiennent pas sur leurs pattes du fait d'une croissance trop rapide... On bafoue totalement le bien-être du poulet et du producteur ! »

.../...

## « Et si le but ultime de l'industrie agroalimentaire était de se débarrasser des animaux d'élevage ? »

Jocelyne Porcher est directrice de recherche à l'Institut national de recherche agronomique (Inra) à Montpellier. Ses recherches portent sur la relation de travail entre humains et animaux<sup>(1)</sup>.

**Les nouvelles technologies du vivant – viandes de synthèse, ou issues de cellules souches... s'exonérant de la mort de l'animal – semblent incarner une réponse à la souffrance animale, et humaine. Qu'en pensez-vous ?**

La production animale industrielle est devenue insoutenable d'un point de vue écologique, moral et sanitaire. Elle est en passe d'être remplacée par des substituts qui ne sont pas issus de l'agriculture. Des multinationales, des fonds de pension, des fonds d'investissement proposent désormais de produire de la nourriture sans animaux. Avec ces fonds qui investissent dans les poulets sans poulet ou la mayonnaise sans œuf, nous ne sommes plus dans l'agriculture. C'est la forme ultime de l'industrialisation de l'élevage.

Les industriels ont transformé l'élevage, rebaptisé « productions animales », en quelque chose de violent, d'obscène, un non-sens dans la relation à l'animal. Ce massacre perpétré sur les animaux peut nous conduire à penser que manger de la viande *in vitro* est

une bonne chose. Or, la question à se poser est la suivante : si l'on ne mange plus les animaux, où sont-ils concrètement ? Si l'on ne mange plus de vache, de cochon ou de poule, il n'y aura tout simplement plus de vache, de cochon et de poule. Pour faire de la viande *in vitro* de poulets, il suffit d'un seul poulet puisque nous sommes dans la reproduction cellulaire. Et ce, même pendant des milliers d'années ! Il restera alors peut-être deux poules et trois cochons dans un parc animalier... À terme, cela signifie la disparition des animaux d'élevage.

**Si cette rupture avec les animaux d'élevage, via l'industrialisation, est un jour consommée, aura-t-elle des conséquences plus larges sur la société de demain ? Quelles menaces cette rupture fait-elle peser ?**

Ce qui se prépare est une rupture anthropologique dans notre relation avec les animaux. Le capitalisme néolibéral n'a que faire des animaux. Les biotechnologies, les nano-

technologies peuvent produire des alternatives à l'alimentation carnée. Certes, nous sommes une majorité dans notre société à vouloir vivre avec des animaux. Mais du point de vue économique, à quoi servent les animaux aujourd'hui ? À rien en fait, ils embarassent le système. Car dans les systèmes industriels, produire des cochons avec des cochons, c'est la croix et la bannière : c'est lourd, coûteux, les travailleurs sont malades, se suicident... Si un fonds d'investissement peut faire du cochon sans cochon ou à partir d'une cellule de cochon, la rentabilité va exploser. Les multinationales rêvent de pouvoir se débarrasser de ces bêtes qui sont autant d'obstacles à la productivité. Dans ce système, les animaux sont de trop.

Or, il faut se souvenir que la première rationalité de l'élevage n'est pas économique ou productive, mais relationnelle. On devient éleveur ou éleveuse parce que l'on veut vivre avec des animaux. Et le meilleur moyen pour cela, c'est de travailler avec eux. Ils nous assurent un revenu qui nous permet de vivre avec eux. Il faut donc choisir : veut-on vivre avec des animaux ou pas ? Souhaite-t-on continuer cette dynamique faite de relations domestiques avec les animaux, en revisitant ce qui a été massacré par le capitalisme industriel ? Ou, à l'inverse, se dirige-t-on vers un monde humain sans animaux ? Ce serait pour moi la description de l'enfer. ■

Recueillis par **Sophie Chapelle**

(1) Jocelyne Porcher est notamment co-auteure du Livre blanc pour une mort digne des animaux (Éditions du Palais, 2014).

**Retrouvez l'intégralité de cet entretien sur Basta ! :**

[www.bastamag.net/Et-si-le-but-ultime-de-l-industrie](http://www.bastamag.net/Et-si-le-but-ultime-de-l-industrie)



Avant de devenir chercheuse à l'Inra, Jocelyne Porcher a été éleveuse : « La première rationalité de l'élevage n'est pas économique ou productive, mais relationnelle. On devient éleveur ou éleveuse parce que l'on veut vivre avec des animaux. Et le meilleur moyen pour cela, c'est de travailler avec eux. Ils nous assurent un revenu qui nous permet de vivre avec eux. »

.../... Au bout de quelques mois, Christian tombe malade. « Je voyais vraiment l'écart entre une production traditionnelle de vaches allaitantes, avec des animaux à l'herbe, une croissance lente, en contact avec la nature... et ces poulets industriels. » 24 poulets au mètre carré, vendus à 2 kg (38 jours à l'époque), gavés aux antibiotiques. « Le technicien me disait que c'était normal de ramasser entre 50 et 100 poulets

morts par jour. Je n'arrivais pas à comprendre. »

Au bout d'un an, la souffrance morale combinée à l'absence de résultat l'amène à dire stop à ce système. Après négociation avec le technicien de la coopérative et le directeur, il obtient le passage en poulet certifié. « Ce sont des souches plus rustiques qu'en industriel : il y a moins de problèmes sanitaires, c'est très rare qu'on utilise

des antibiotiques. Le chargement est moindre au mètre carré et la production est garantie sans OGM. Je me sens mieux maintenant. » Rien ne le ferait revenir au poulet industriel, qui termine en plats préparés ou dans les cantines... « Il n'y a pas un seul producteur qui mange ce genre de poulet, c'est dire la confiance qu'on peut avoir ! » ■

Recueillis par **Sophie Chapelle**

## L'élevage paysan régule le climat

**Les formes d'élevage ne sont pas toutes néfastes au climat, bien au contraire.**

**L**e chiffrage des émissions de gaz à effet de serre (GES) par secteur a immédiatement alimenté les discours anti-élevage. L'élevage est présenté dans divers rapports – de la FAO, entre autres – comme responsable de 14,5 % des émissions de GES et de 80 % de la déforestation en Amazonie. C'est justifié en partie, notamment car les régimes actuels de nos pays intègrent une part carnée trop importante : nous ne pouvons nier cet état de fait.

Cependant, il faut bien distinguer les formes d'élevage : toutes ne sont pas néfastes au climat, bien au contraire. L'activité des fermes-usines ne peut pas être considérée comme de l'élevage : c'est de la production de matière animale industrielle. Les concentrations d'animaux et la spécialisation qui va avec ne permettent pas de créer des cycles autonomes en lien avec la nature. *A contrario*, l'élevage paysan favorise la polyculture-élevage et le pastoralisme. Il maintient des surfaces considérables de prairies permanentes, véritable puits de carbone et réservoirs de biodiversité animale et végétale.

### Précieuses prairies

L'agriculture paysanne valorise des surfaces en herbe qui ne seraient autrement pas mobilisables par l'être humain. Les bêtes vont par exemple se nourrir dans des endroits inaccessibles aux tracteurs. « *Dans mon exploitation, on a plusieurs zones*

*prairies humides qui ne pourraient pas être cultivées* », raconte Jean Cabaret, paysan dans les Côtes-d'Armor. « *L'élevage permet d'entretenir ces zones. Un élevage avec de bonnes pratiques agricoles peut ainsi contribuer à la lutte contre le réchauffement climatique* ».

D'après les études européennes Green-Grass et CarbonEurope reprises par l'Institut de l'Élevage, les prairies peuvent stocker en moyenne mille kilos de carbone par hectare et par an, ce qui permet de compenser 10 à 70 % des émissions liées à la fermentation entérique en élevage laitier, 60 à 100 % en élevage à viande. En agriculture paysanne, les systèmes d'élevage tendent à compenser entièrement, voire plus, leurs émissions, avec l'objectif de « refroidir » la planète.

### Protéines : un rapport végétal/animal favorable à l'élevage paysan

On entend aussi souvent qu'il faut environ dix kilos de protéines végétales pour produire un kilo de protéines animales. Mais, si l'on distingue les protéines végétales, entre celles qui sont consommables par l'être humain et celles qui ne le sont pas, alors on se rend compte que les systèmes d'élevage de ruminants ne sont pas aussi catastrophiques en termes d'efficacité protéique que l'on veut le faire croire. Mais tous les systèmes ne se valent pas, bien sûr : un système herbager naisseur-engraisseur de viande bovine va avoir une très bonne efficacité protéique (environ 0,9 kg de protéines végétales consom-

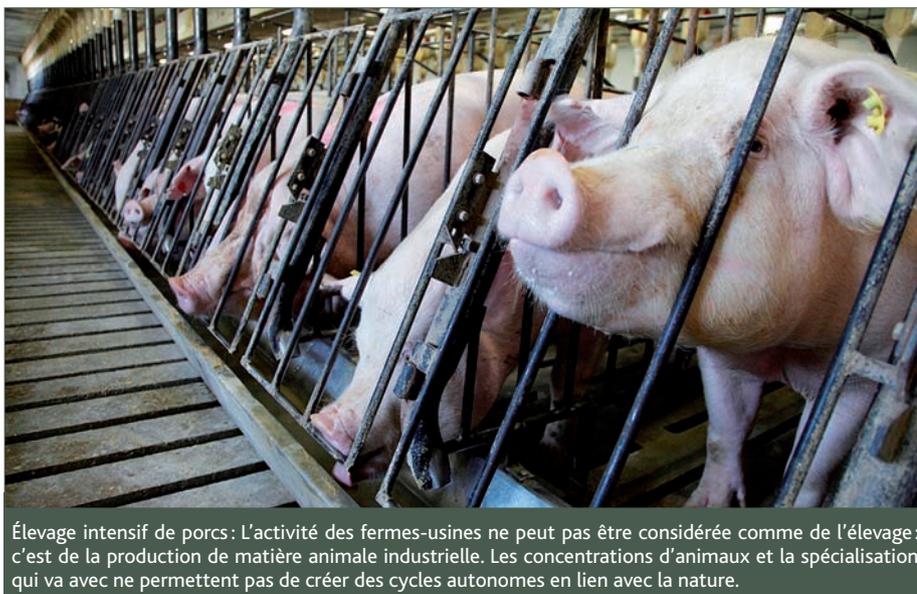
mables par l'humain pour un kilo de protéines animales), alors que les systèmes de *feed-lots* – grands parcs de plusieurs milliers de têtes, fréquents en Amérique – vont avoir un bilan beaucoup plus négatif (3 kg de protéines végétales consommables par l'humain pour un kilo de protéines animales). Pour les monogastriques (porc, volailles), leur intégration dans des systèmes de polyculture-élevage autonomes est plus appropriée pour les enjeux actuels, en profitant de la complémentarité des productions de la ferme pour l'alimentation des animaux (déchets de légumineuses, résidus de céréales, concentrés fermiers...).

La production de protéines animales peut donc être efficace, à condition de faire évoluer les systèmes agricoles vers l'agriculture paysanne. C'est à cette condition que les consommateurs ne se détourneront pas massivement de la viande, tout en réajustant leur niveau de consommation vers les proportions nutritionnelles adéquates.

### Émissions de méthane : comparer la globalité des systèmes

Le discours souvent axé sur la fermentation entérique des ruminants pointe du doigt le méthane (CH<sub>4</sub>) émis par les vaches. En ramenant à l'unité produite par animal, certains envisagent alors l'intensification de la production comme la solution, appelant de ce fait au développement des fermes-usines. Or, les gains de productivité par animal sont en général concomitants à une évolution fortement négative d'autres paramètres : problèmes sanitaires, simplification culturelle, suppression des prairies, systèmes énergivores, augmentation du transport amont et aval... Un bilan largement négatif en termes d'émissions de GES.

Au litre de lait produit, les émissions de CO<sub>2</sub> sont inférieures en système herbager par rapport aux systèmes conventionnels. Ces systèmes paysans font des économies d'émissions de protoxyde d'azote (N<sub>2</sub>O, puissant gaz à effet de serre) par les pratiques culturales (moins d'intrants, pâturage important, légumineuses...). En intégrant les capacités de stockage des pâturages au calcul, les systèmes d'élevage paysan sont largement moins émetteurs que les systèmes de production animale industrielle.



Élevage intensif de porcs : L'activité des fermes-usines ne peut pas être considérée comme de l'élevage : c'est de la production de matière animale industrielle. Les concentrations d'animaux et la spécialisation qui va avec ne permettent pas de créer des cycles autonomes en lien avec la nature.



Zone humide en Lozère : les tourbières et prairies humides se caractérisent par une flore et une faune remarquables, adaptées à la présence d'eau dans le sol au moins une partie de l'année. Ce sont de véritables éponges régulatrices de l'écosystème et de son microclimat. La pérennité et la biodiversité exceptionnelle de ces milieux sont maintenues grâce à l'élevage extensif.

## Méthanisation : grandes unités et fausses solutions

Les pouvoirs publics orientent de plus en plus les soutiens vers la production d'énergies « renouvelables », dont la méthanisation, ce qui peut être louable mais souvent adapté à un modèle d'élevage inscrit dans la même logique de course à l'agrandissement et de concentration des animaux. Or, l'agrandissement des fermes est négativement corrélé avec le recours au pâturage et le maintien des prairies. Les grandes unités de méthanisation adossées aux fermes-usines

redorent leur image alors qu'elles ne sont pas rentables, sont peu efficaces pour réduire les émissions de GES et concurrencent les fermes familiales de manière déloyale par la garantie des prix de l'énergie et la captation de primes (Pac, aides à l'investissement...). À l'instar des agrocarburants, elles font peser un danger sur la souveraineté alimentaire et l'accès au foncier pour tou.te.s.

Des soutiens publics orientés vers un changement de modèle d'agriculture seraient plus efficaces, pas seulement sur le point de vue de lutte contre le réchauffement du cli-

mat, mais aussi sur tous les autres enjeux sociétaux, économiques et environnementaux. Ainsi, des soutiens aux légumineuses, aux systèmes herbagers, aux systèmes autonomes et économes, seraient beaucoup moins coûteux et plus efficaces pour répondre aux défis du XXI<sup>e</sup> siècle. Mais, les lobbies agro-industriels freinent aujourd'hui l'adoption des réelles solutions durables pour l'avenir de l'élevage, préférant multiplier les fausses solutions : élevage de précision, biotechnologies, OGM, automatisation, robotisation, standardisation... ■

## L'élevage cultive les paysages

En pays de Boischaut du Centre, la polyculture-élevage est particulièrement présente, bien que le modèle céréalier grignote régulièrement des espaces agricoles. Le pays de La Châtre en Berry a utilisé son étude *Trame Verte et Bleue*<sup>(1)</sup> pour faire de l'élevage bovin allaitant un atout de préservation de ses haies, dites « bouchures ». Mieux, le lien fait avec le modèle économique de l'élevage a permis que l'abattoir local soit considéré comme un élément essentiel donnant une rationalité durable au bocage et à ses prairies humides. Pour les objectifs d'actions de cette trame, il s'agit de faire du lien « élevage/paysage » un levier de développement en communiquant auprès du grand public, en faisant connaître et valoriser les pratiques d'élevage respectueuses du paysage, ce qui permet *in fine* de soutenir et développer l'abattoir.

« La grande sagesse du Pays de La Châtre en Berry a été de prendre la Trame Verte et Bleue sous l'angle conjoint de la biodiversité et de l'économie. C'est très novateur et pertinent puisque l'étude servira ainsi à toute la société. »<sup>(2)</sup>

**Jean-Claude Moreau, paysan dans l'Indre**



Dans l'Indre, paysage de bouchures, haies délimitant de petites parcelles dédiées à l'élevage ovin et bovin. Sans élevage, ces haies, véritables éléments du patrimoine local aux multiples vertus écologiques (et économiques) n'existeraient pas.

(1) La Trame Verte et Bleue est un document d'application territoriale du Schéma régional de cohérence écologique. Cette étude délimite pour les questions de l'eau et de l'environnement les richesses particulières d'un territoire de Pays ou de communauté de communes à travers notamment la notion de « corridor écologique ».

(2) Citation d'un compte rendu de comité de pilotage du 30/10/2014

## L'élevage paysan, garant de la biodiversité

### La sélection paysanne : la diversité animale libérée et adaptée

**Florent Mercier est éleveur de vaches brunes dans le Maine-et-Loire. Depuis 1998, il a opté pour la Brune Originale, une sélection paysanne suisse, alternative à la brune « holsteinisée ».**

« La Brune est une race venant des Alpes germaniques. Réputée pour le lait, la viande et la traction, elle s'est retrouvée un peu partout dans le monde. Aux États-Unis, elle a été sélectionnée très tôt pour devenir une laitière spécialisée : la Brown-Swiss, à l'image de la Holstein. En France, la sélection sur cette race pour la spécialisation laitière est plus récente (1960/70). Elle s'est développée

avec l'arrivée de l'insémination artificielle, puis avec l'importation de la génétique américaine en Europe.

Comme la plupart des éleveurs français, mes parents ont acheté ces semences. Ils ont obtenu très vite des vaches plus productives tout en restant rustiques, mais au bout de la 2<sup>ème</sup>/3<sup>ème</sup> génération de Brown-Swiss, elles sont devenues trop laitières, fragiles et nerveuses pour notre élevage. Ici, régulièrement il y a des sécheresses d'été, un long hivernage au foin, sans ensilage. Il y avait donc décalage entre la vache Formule 1 et la vache tout terrain que nous devions avoir.

Par chance, en Suisse, 500 éleveurs ont refusé dès le départ l'importation de géné-

tique américaine et ont su garder le système d'échange de taureaux et les nombreux concours locaux. Cette sélection paysanne a su préserver la mixité lait-viande, ainsi qu'une grande variabilité génétique dans la race, grâce à la monte naturelle et à la diversité des milieux allant des alpages à l'herbe pauvre jusqu'aux élevages de plaines très fertiles à 7-8 000 litres par lactation. La Brune Originale connaît un vif succès en Suisse, avec un effectif passé de 5 700 vaches en 2002 à 8 000 vaches en 2012. Preuve que la sélection paysanne fonctionne ! » ■

Source : *La biodiversité animale à la ferme*, livret de 36 pages édité par la Confédération paysanne en 2013.

### Manger du cheval pour le sauver

**Le marché de la viande équine représente un débouché indispensable à la préservation du cheval de trait. Sans boucherie chevaline, les races de trait auraient disparu.**

Pour qu'une race persiste, il faut que de nombreuses naissances aient lieu, de manière à garantir un nombre d'individus suffisant à une richesse génétique suffisante. Or tous les animaux ne peuvent être gardés pour la reproduction ou l'attelage. « *Les chevaux de trait n'ont plus de rôle dans la société, sinon marginal*, témoigne Virginia Mongne, inséminatrice et éleveuse de chevaux de selles, adhérente de la Confédération paysanne des Ardennes. *Ici, nous sommes dans le berceau de la race ardennaise, une très ancienne race rustique. S'il n'y avait pas eu les haras nationaux et les boucheries, cette race n'existerait plus. Or la consommation de viande chevaline pose problème dans notre société. Même si nous travaillons avec, le cheval n'est pas un animal domestique. C'est un animal d'élevage avec une finalité économique d'élevage. Ne vaut-il pas mieux manger de la viande de cheval élevé avec soin, en plein air, plutôt que de la viande porcine ou bovine issue d'élevages industrialisés ? Je suis contre toute industrialisation de la vie, attentive au bien-être animal. L'élevage paysan et la consommation de sa viande font partie de la vie, d'un cycle naturel.* » La France possède le plus important patrimoine génétique mondial pour les chevaux de trait, avec neuf races. Plus de 80 % des naissances partent à la boucherie. Toutefois la viande chevaline ne représente que 3 % environ de la consommation de viande globale dans le pays. ■ **BD**



Le cheval ardennais est une très ancienne race rustique, que l'on retrouve à nouveau dans quelques travaux de débardage, pour une gestion durable des forêts. S'il n'y avait pas eu les haras nationaux et les boucheries, cette race n'existerait plus.

### Quand les pâturages participent à la biodiversité

La biodiversité riche et variée de la plaine de Crau (Bouches-du-Rhône) est largement liée à la présence du pâturage, selon Marc Vincent, zootechnicien à l'Inra. Située entre la Camargue, les Alpilles et la Méditerranée, cette plaine semi-aride dispose d'une flore et d'une faune exceptionnelles. « *On trouve essentiellement des oiseaux rares et tout un cortège de reptiles et d'insectes qui se développent là, grâce au pâturage, parce que le milieu leur convient*, explique-t-il<sup>(1)</sup>. *Sans le pâturage il y aurait sans doute une autre diversité, moins intéressante si l'on en croit les écologues.* » Des prairies naturelles se développent autour du coussoul – écosystème de steppe sèche pâturée par les brebis. L'irrigation, permise par le détournement de la Durance, a favorisé le dépôt de limons sur des terres devenues fertiles au fil du temps. Ces prairies naturelles donnent le foin de Crau, premier fourrage à avoir obtenu une appellation d'origine contrôlée. « *On a trois coupes de foin sur ces prairies naturelles et une quatrième est ramassée par les brebis à l'automne, à un moment où elles sont en fin de gestation et début de lactation. Les animaux quittent ces prairies mi-février pour laisser pousser le foin et retournent sur les parties sèches de la Crau.* » Marc Vincent souligne le lien très fort entre biodiversité, agriculture et êtres humains. « *Si on arrêtait la production de foin et donc l'irrigation des prairies, on assécherait la nappe phréatique et les villes alentour manqueraient cruellement d'eau. L'équilibre existant aujourd'hui est très précaire et tient à l'imbrication des activités entre elles.* »

(1) Extrait de l'émission *Terre à Terre*, de Ruth Stegassy sur France Culture (5 juillet 2014).

S. Ch.

## Bien-être de l'éleveur et de l'animal

**La relation homme/animal est un élément fondateur du concept de bien-être, complètement absente dans les unités de production industrielle. La Confédération paysanne défend un mode d'élevage qui prenne en compte la souffrance animale, les problèmes environnementaux et le développement économique.**

**L**e bien-être des animaux va bien au-delà d'une approche réglementaire, basé sur l'adaptation de l'animal aux conditions de la production animale. Les cages des poules sont plus grandes, les veaux sont en cage collective, les truies ne sont plus attachées, on mesure la largeur des caillebotis, mais fondamentalement on ne remet pas en question la gestion industrielle des animaux. Ces réglementations rassurent le consommateur, de plus en plus conscient de la souffrance animale, mais excluent une prise en compte éthique et moral de l'animal en tant qu'être vivant, notamment en omettant de considérer la relation homme/animal, comme un élément fondateur du concept de bien-être.

L'automatisation et la robotisation exacerbent cette vision biotechnologique du bien-être animal.

Dans les unités de production industrielle, l'animal est autonome et vit indépendamment des soigneurs, il n'y a pas de rapport individualisé, pas de compromis, pas de détection de la souffrance réelle. On recherche un animal parfaitement adapté au système, s'il ne l'est pas, il est réformé. Les animaux ont alors une durée de vie extrêmement courte. On ne peut pas par-

ler de bien-être animal lorsque celui-ci est géré industriellement et donc considéré une matière première, dont l'absence de valeur, subjective, affective et même économique, est la condition pour fournir une alimentation bon marché, compétitive.

Ce lobby de la production de masse et les processus d'industrialisation de l'élevage, amènent certains de nos concitoyens, par compassion envers les animaux, à se détourner de l'alimentation carnée, voire à militer pour l'abandon de toute utilisation de l'animal. Cette utopie, basée sur des concepts philosophiques très théoriques (utilitarisme) condamne tous type d'élevage, et conduit au développement d'alternatives biotechnologiques tels que la viande *in vitro*.

### Répondre aux attentes de la société

Les militant.e.s du mouvement de libération animale et les acteurs de l'agrobusiness ont donc un objectif commun, c'est l'abandon du lien à l'animal.

En tant que paysan et paysanne, nous défendons un mode d'élevage qui répond aux attentes sociétales actuelles, en matière de prise en compte de la souffrance animale, des problèmes environnementaux et de développement économique.

Nous défendons un modèle d'élevage qui respecte le vivant, fondé sur le lien avec les animaux dans un rapport d'échange. Les rapports individualisés, quotidiens avec nos animaux qui ont lieu au cours des soins, du nourrissage, de la traite sont autant de garantie d'une relation empathique à l'animal, faite de compromis.

Parce que nous partageons avec les consommateurs un désir de qualité, dans tous les processus d'élevage, de la naissance des animaux à la transformation des aliments, nous souhaitons également être acteurs dans les outils d'abattage.

Donner la mort n'est pas anodin pour les paysans car l'élevage c'est d'abord donner la vie, et l'accompagner au quotidien. Les paysan.ne.s soulignent la difficulté d'abandonner leurs animaux dans de grandes structures d'abattage où toute possibilité d'échange avec les ouvrier.e.s est rendue impossible.

Nous soulignons également la nécessité d'aborder cette étape comme un sacrifice nécessaire à toute pratique d'élevage (sacrifice qui nous renvoie à notre finitude et au rapport que l'on entretient avec la mort) mais au cours de laquelle nous avons le devoir éthique de respecter les animaux et surtout de leur éviter toute souffrance physique et stress pendant la contention et l'acte de mise à mort. C'est pourquoi nous recommandons que le personnel soit formé, les rythmes d'abattages adaptés, et les rituels religieux encadrés.

Nous défendons donc la présence d'abattoirs de proximité qui permettent de raccourcir les temps de transport, de rapprocher les paysan.ne.s de cette étape fondamentale lorsque l'on parle de bien-être animal, de maintenir un tissu économique territorial dynamique, grâce au maintien des emplois, la relocalisation des filières et au développement des circuits courts de vente. ■

**Stéphane Gallais,**

éleveur équin en Ile-et-Vilaine



Sur la ferme de Frédéric Signoret et Ludivine Cosson, en Vendée. Les rapports individualisés, quotidiens avec les animaux qui ont lieu au cours des soins, du nourrissage, de la traite sont autant de garanties d'une relation empathique à l'animal, faite de compromis.

## Témoignages

### Le pari de l'autonomie et de la (bio) diversité

L'histoire du Gaec de la Fougère, à Pélussin (Loire), commence en 2002. Jean-Louis et Joël Eparvier, deux frères, s'installent en chèvres laitières sur une quarantaine d'hectares laissés par leurs parents. La possibilité d'avoir un troisième associé s'ouvre en 2009. Au même moment, deux magasins de producteurs à proximité font connaître leurs besoins en viande de bœuf et en charcuterie. « *On a souhaité se diversifier car nous ne voulions pas être otages des industriels avec le prix du lait à la baisse* », explique Jean-Louis. Ayant fait leurs stages en charcuterie fermière et en vente directe, les trois associés se lancent avec un troupeau d'Aubrac (25 mères). Les prairies naturelles, situées à 750 mètres d'altitude, sont pentues; l'enjeu est de les valoriser. « *Les vaches sont en bâtiment l'hiver et tout le reste du temps à l'extérieur. L'objectif est d'être autosuffisant. On travaille sans ensilage et 100 % de nos prairies sont naturelles.* » Leur démarche a d'ailleurs été récompensée en 2011 par le 1<sup>er</sup> prix au concours des prairies fleuries du parc naturel régional du Pilat.

Après avoir repris une partie de terrains embroussaillés pour produire des céréales, le gaec a modifié le bâtiment de la chèvrerie afin d'accueillir des porcs élevés sur paille. « *Chaque porc a environ trois mètres carrés. Ils ont de l'espace, de la paille, de la lumière...* ». Dans leur souci de maîtrise de la filière, le gaec possède depuis 2009 son laboratoire de découpe sur la ferme. Ils transforment environ 900 porcs et une trentaine de taurillons ou génisses par an. Tout est vendu en direct via deux magasins de producteurs, des restaurants, des épicerie fines, des petits revendeurs... « *La vente directe nous permet de moins subir la crise* », explique Jean-Louis. Un quatrième associé devrait arriver le 1<sup>er</sup> janvier 2016<sup>(1)</sup>. « *Il a 51 ans, une petite ferme. L'idée, c'est de mettre nos deux fermes en commun plutôt que de travailler chacun dans son coin, et vivre de notre métier.* » ■

S. Ch.

(1) Les quatre associés devraient avoir au total 180 hectares en zone de montagne et en plaine (30 hectares de landes prairies, 80 hectares de céréales et 70 hectares de prairies permanentes).



Les trois associés du gaec de la Fougère : Jean Louis Eparvier (36 ans), Joël Eparvier (35 ans) et Sylvain Berland (28 ans).

### L'élevage, un si beau métier !

**Temanuata Girard est paysanne en Indre-et-Loire. Elle réagit aux critiques des mouvements anti-viande en revenant sur sa passion pour l'agriculture paysanne.**

« L'holocauste animal », « Je ne suis pas un produit », « Culture sadique », « Éleveurs = tueurs »... Comment ces termes peuvent-ils avoir un lien avec mon métier ? Paysanne, je le suis devenue par passion des animaux et être assimilée à un bourreau d'animaux, je ne le comprends pas. Mes animaux, je les connais tous, jusqu'aux moindres caractères. Ils sont tous différents dans leur comportement, leur apparence, leurs habitudes, leur sagesse et leurs bêtises. Je m'adapte à eux, ce sont eux qui établissent les règles du jeu.

Mais il faut être réaliste : cette passion est aussi un métier, et je n'ai pas fait le choix de tenir un conservatoire d'animaux, non, je suis paysanne et éleveuse ! Sur la ferme on trouve des vaches, des bœufs, des veaux,

des chèvres, des boucs, des chevreaux, des brebis, des béliers, des agneaux, mais aussi des lapins, des cochons, des poules, des coqs, des oies... sans oublier chats et chiens. Des animaux cornus ou pas. Sur la ferme, nous produisons du lait, des fromages divers et variés, des yaourts, de la crème... et de la viande.

Une petite anecdote : lors de ma première année avec mes chèvres, j'espérais n'avoir que des chevrettes pendant les mises bas, car elles allaient produire « du lait ! ». Puis avec les années, je m'aperçois que le plus important c'est de prendre soin des bêtes, de les « chouchouter » durant tout le temps passé sur la ferme. C'est tellement agréable d'errer dans les champs, à leur rencontre et de les approcher sans crainte, ni pour eux, ni pour moi, de les

manipuler dans l'étable, en oubliant parfois que l'animal ne pèse pas loin d'une tonne. Tout cela avec précaution bien sûr, la délicatesse n'étant pas toujours innée, et les cornes pouvant vite devenir assommantes du fait de leurs maladresses...

Je suis triste à chaque départ, qu'il soit accidentel, naturel ou volontaire, et ne prend aucun plaisir à envoyer un animal à l'abattoir.

Je suis heureuse de fournir à mes enfants, ma famille, mes amis, mes clients une alimentation issue d'animaux élevés en plein air, avec attention, en pseudo-liberté sans produits nocifs pour notre santé. Donc oui, je suis fière d'être paysanne en élevant des animaux et je suis passionnée de cette agriculture paysanne qui apporte bien-être à nos bêtes, mais à nous également ! » ■

# Quel abattage pour l'élevage paysan ?

Les filières de viande de proximité sont porteuses de solutions pour les éleveurs et les éleveuses dans le contexte actuel de crise de l'élevage français. Or l'abattage en est souvent le maillon faible.

Entamée dès le XIX<sup>e</sup> siècle, l'industrialisation de l'abattage a concentré les outils, conjuguant injonctions de rentabilité, mises aux normes drastiques et privatisations : aujourd'hui, on trouve moins de 300 abattoirs en France et 75 % du tonnage est réalisé dans de grosses unités appartenant à des groupes industriels. Par cette évolution, l'abattage a été mis à l'écart des éleveurs, souvent exclus du fonctionnement de ces outils et parfois amenés à parcourir des centaines de kilomètres. À l'écart de la société, aussi : l'abattage devient un tabou, nourri de scandales périodiques autour de problèmes de traçabilité ou de bien-être animal. Pourtant, les politiques publiques restent principalement centrées sur la « rationalisation de l'offre d'abattage », c'est-à-dire sa concentration, « seule réponse à la concurrence internationale ».

Mais localement, les acteurs se mobilisent pour maintenir un service d'abattage de proximité. Les solutions existent, à commencer par celles qui permettent de viabiliser

ou de créer des outils de proximité, multi-espèces et associant les éleveurs, comme à Die (Drôme, cf. encadré). La faible marge générée par l'abattage peut être complétée par des services annexes dégageant de la valeur ajoutée et facilitant la valorisation de la viande en circuits courts : salle de découpe, stockage surgelé, atelier de transformation en steaks hachés, comme à La Mûre (Isère). Montés et gérés en associant éleveurs, abatteurs, bouchers et collectivités, comme le nouvel abattoir d'Andrézieu (Loire), ces outils additionnent les forces économiques, redynamisent les liens entre métiers et permettent par exemple l'approvisionnement des cantines locales. Des solutions pour les zones d'élevage extensif dépourvues d'abattoir existent aussi : en Autriche, les ateliers d'abattage « à la ferme », fixes ou mobiles, agréés par les services sanitaires, sont nombreux. En France, ces projets peinent à voir le jour, malgré les demandes. Les services de l'État se montrent frileux, sur des motifs de difficulté de

contrôles sanitaires. Pourtant, la réglementation européenne laisse la possibilité d'organiser différemment ces contrôles dans le cas des structures fermières ou artisanales.

Ces possibilités, si elles sont travaillées puis portées par l'ensemble des acteurs, avec l'appui de chercheurs et d'élus, pourront trouver un écho. C'est le pari que font la Fadar<sup>(1)</sup> et la Confédération paysanne, en présentant un projet qui associe diverses organisations<sup>(2)</sup>. Il permettra d'analyser, appuyer et relayer les initiatives locales auprès des professionnels, des élus et des établissements d'enseignement. Pour nous aider à nous réapproprier l'abattage des animaux d'élevage et, peut-être, à lever le tabou. ■

**François Monat**, animateur de l'Association régionale pour le développement de l'emploi agricole et rural (Ardear) de Rhône-Alpes

(1) Fédération des associations pour le développement de l'emploi agricole et rural – [www.agriculturepaysanne.org](http://www.agriculturepaysanne.org)

(2) Projet présenté au ministère de l'Agriculture, pour un financement par le compte d'affectation spéciale « développement agricole et rural » (Casdar).

## Un abattoir de proximité et des élevages sauvés de la faillite

Éleveur dans la Drôme<sup>(1)</sup>, Jochen Haun est un des responsables de la SARL Abattoir du Diois qui gère l'abattoir de Die.

« L'abattoir multi-espèces date de 1960 et a été géré par la ville jusqu'en 2003. Les dernières années étaient marquées par une baisse d'activité et l'incapacité, dans ce contexte, de payer du personnel et les mises aux normes nécessaires. Des éleveurs et les derniers bouchers artisanaux ont alerté la communauté de communes du Diois (CCD) de la menace de fermeture.

Les élus ont compris les enjeux, qui étaient d'ailleurs dans la charte de la CCD : maintenir et développer les activités économiques, les filières



Salle de découpe de l'abattoir de Die. Tous les intervenants sur les chaînes d'abattage travaillent à façon, en tant qu'éleveur ou boucher. La possibilité de vendre directement la viande grâce à cette salle de découpe a sauvé des éleveurs de la faillite et conforté les bouchers locaux.

courtes, les dynamiques collectives, la création d'emplois... La CCD a pris en charge un audit, des études et maintes réunions. Elle a ensuite racheté le site pour le mettre aux normes<sup>(2)</sup>, à condition que les utilisateurs assurent la gestion, qu'on rajoute une salle de découpe et que la viande bio puisse être valorisée.

La SARL Abattoir du Diois a été créée en 2004 par 45 éleveurs et trois bouchers. Elle assure le service public d'abattage et paye une location annuelle<sup>(3)</sup> à la CCD. Depuis 2004, nous avons triplé en tonnage<sup>(4)</sup> pour l'abattage. Les porcs représentent presque la moitié, les bovins et ovins presque un quart chacun. La découpe concerne un quart des animaux abattus sur le même lieu.

Ce n'est pas la présence de notre abattoir qui conditionne la présence d'éleveurs, mais elle la facilite. Nous n'avons pas à courir jusqu'à Valence, Romans ou Gap. Du bien-être animal et humain en plus !

Notre engagement et une bonne entente permettent de gérer un petit abattoir "en direct" : nous sommes cinq cogérants, chacun avec ses responsabilités, et n'avons pas de directeur. Tous les intervenants sur les chaînes d'abattage travaillent à façon, en tant qu'éleveur ou boucher. La possibilité de vendre directement la viande grâce à notre salle de découpe a sauvé des éleveurs de la faillite. Et le chiffre d'affaires de la SARL circule localement, au lieu de payer indirectement des équipes polonaises dans un grand abattoir loin d'ici. »

(1) 54 chèvres (pour faire du Picodon AOP), 7 vaches allaitantes et 5 cochons (pour la vente directe en caissettes).

(2) La CCD a investi 700 000 euros, dont 40 % sont financés par l'État, le conseil général, la région et l'agence de l'eau et 6 % par d'autres collectivités (villes de Die et de Crest, parc du Vercors et autres).

(3) Taxe d'usage = environ 40 000 euros par an.

(4) 392 tonnes en 2014.



## Défendre l'élevage paysan

**L'élevage connaît aujourd'hui une situation compliquée. Son industrialisation en est une cause majeure.**

**D**ans ce dossier, des éleveurs et éleveuses témoignent du bien-fondé et des bienfaits de l'élevage paysan, en opposition à l'élevage industriel qui s'est développé en France ces quarante dernières années, en commençant par les volailles et les porcs et en se prolongeant par les ruminants (le projet d'usine des 1 000 vaches, dans la Somme, en est l'exemple le plus délirant à ce jour). Bien sûr, cette industrialisation est moindre qu'aux États-Unis ou en Chine. La presse chinoise annonçait cet été la création dans ce pays d'une ferme laitière de 100 000 têtes, dont la production sera entièrement destinée au marché russe, pour un coût équivalent à 140 millions d'euros ! L'élevage industriel ne peut que dévelop-

per dans notre société du bien-être un rejet grandissant des produits de consommation qui en sont issus.

Pour notre intérêt de paysan.ne.s et celui de nos sociétés, il nous faut donc lutter pour maintenir un élevage à taille humaine, pour maintenir la vie dans de nombreux territoires, maintenir la fertilité des sols et assurer l'alimentation de nos concitoyen.ne.s tout en respectant notre planète, de plus en plus mise à mal.

Dans ce sens, luttons pour que ne se reproduisent pas pour l'élevage les évolutions de la distribution. En quatre décennies, la concentration de la distribution – la « grande distribution » – a fait disparaître les petits épiciers et autres commerces dans les villes et bourgs... avant que ces grandes chaînes ne créent sous leurs marques et à leur profit des commerces de proximité.

L'élevage connaît aujourd'hui une situation compliquée, avec des prix insuffisants

payés à la production, même si celles et ceux qui vendent en direct leurs produits sont moins concernés.e.s. Les origines de ses difficultés sont diverses, mais l'agriculture industrielle en est une cause majeure avec son corollaire de surproduction, surtout aujourd'hui pour la viande porcine et le lait de vache. Il est urgent de s'affranchir d'un cours mondial qui ne se réfère qu'à un marché d'excédents, et d'assurer une rémunération stable pour les éleveuses et éleveurs par la valorisation sur le marché intérieur.

Au cours des diverses tables rondes organisées cet été par le ministère de l'Agriculture sur l'aide à apporter aux filières viande bovine ou lait de vache, très fragilisées, il a été établi – contrairement à ce qu'imaginait la Fnsea – que la grande distribution française s'approvisionne essentiellement sur le marché intérieur, ce qui n'est pas le cas, par exemple, pour la restauration hors-domicile.

Bien que nous soyons toujours demandeurs de l'implication des pouvoirs publics dans la gestion des marchés, ne doit-on pas travailler à une contractualisation avec la distribution afin d'assurer une stabilité des prix et une rémunération aux éleveurs et éleveuses ? Et pourquoi pas une contractualisation en fonction du nombre de travailleurs présents sur la ferme ? ■

**Josian Palach,**

paysan dans le Tarn-et-Garonne, secrétaire national de la Confédération paysanne, responsable du pôle « élevage »

### Pour un regard juste sur la production de viande

La Confédération paysanne publie ce mois-ci une plaquette de 4 pages qui synthétise les positions et informations contenues dans ce dossier.

Les prises de position radicales sur la consommation de viande se multiplient. Qu'il s'agisse de sauver le climat, d'éviter le cancer ou de protéger les animaux, le regard se fait vite simplificateur et agressif vis-à-vis des éleveuses et éleveurs qui ont choisi leur métier et l'accomplissent avec passion. Le sujet ne peut pourtant pas se limiter à un arbitrage entre abolition de l'élevage et fermes-usines. Les élevages paysans sont les plus nombreux. On y respecte les hommes et les femmes, l'environnement, les animaux et la qualité de l'alimentation produite. Ce constat doit encourager les citoyen.ne.s à se mobiliser, avec les éleveurs et les éleveuses, pour assurer un avenir à l'élevage paysan.

Lire et télécharger la plaquette sur : [www.confederationpaysanne.fr](http://www.confederationpaysanne.fr)